

ASIE DU SUD : INDE, PAKISTAN, BANGLADESH, SRI LANKA, NÉPAL, AFGHANISTAN ET MYANMAR

La région de l'Asie du Sud compte approximativement 1 milliard d'habitants, soit environ 20 % de la population mondiale.

L'Inde, dont la population atteint presque 850 millions d'habitants, possède maintenant la neuvième économie en importance au monde. Ce pays fait face à des problèmes politiques intérieurs dans les États d'Assam, du Pendjab et du Cachemire.

Le nouveau gouvernement pakistanais du premier ministre Nawaz Sharif place au premier rang des priorités la libéralisation économique du pays, l'éducation et la santé. Une résolution négociée du conflit en Afghanistan et la stabilité de ce pays contribueraient à la paix et à la sécurité du Pakistan et de toute la région et permettrait le rapatriement des quelque 1,5 million de réfugiés en Iran et 3,5 millions au Pakistan.

Le Canada et d'autres membres de la communauté internationale ont manifesté leur préoccupation au sujet des violations des droits de la personne au Sri Lanka, où les forces du gouvernement continuent de combattre les sécessionnistes tamouls.

Le Bangladesh continue d'être aux prises avec une pauvreté largement répandue que viennent aggraver des pertes de vie et des perturbations économiques importantes dues aux ravages causés par des cyclones et des inondations, et doit faire appel périodiquement à une aide internationale. Le Ministère, par le truchement de l'ACDI, a supervisé les activités de secours du Canada dans ce pays.

À la suite des élections qui se sont déroulées au Népal, ce pays est dirigé par un gouvernement démocratique pour la première fois depuis plus de 30 ans.

Le Comité de Myanmar pour la restauration de la paix échappe, à toutes fins pratiques, aux pressions internationales en raison des revenus appréciables que tire ce pays de concessions de prospection pétrolière et d'exploitation forestière. Le Canada, entre autres pays, se dit particulièrement préoccupé par les violations des droits de la personne dans ce pays.

Le Canada s'est efforcé de favoriser le processus démocratique et le respect des droits de la personne dans l'ensemble de la région de l'Asie du Sud, d'assurer la stabilité régionale par le règlement de divers conflits et d'accorder son appui aux mesures visant

à promouvoir la libéralisation et la croissance économiques. Il tente d'influencer les politiques en vigueur dans les pays de l'Asie du Sud et de favoriser la libéralisation et la croissance économiques par le biais de programmes d'échanges commerciaux et d'immigration et de l'aide au développement aux pays admissibles.

Au cours de l'année écoulée, tant M^{me} Landry que la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M^{me} Barbara McDougall, se sont rendues en visite officielle en Asie du Sud.

En octobre, Ottawa accueillait le ministre des Cultures de plantation et le ministre d'État à la Défense du Sri Lanka, en visite officielle au Canada.

COMMERCE AVEC L'ASIE DU SUD

Les exportations canadiennes à destination de l'Asie du Sud se sont accrues d'environ 8 % par rapport à l'année précédente. En dépit de la protection et de la réglementation extrêmes qui caractérisent les marchés de l'Asie du Sud, les entreprises canadiennes jugent que la région a un potentiel énorme en raison de la taille de son marché. Le Canada a réalisé un chiffre d'affaires important, notamment dans le secteur pétrolier et gazier, en Inde et au Pakistan. Des délégations commerciales, parrainées soit par le Canada soit par les pays de l'Asie du Sud, et des visites de hauts fonctionnaires ont mis en relief les occasions d'affaires. En juin 1990, le ministre de l'Industrie de l'Inde, M. Ajit Singh, a prononcé un discours à l'occasion d'une importante conférence d'affaires à Montréal et a visité des entreprises au Québec et en Ontario.

AUSTRALASIE : L'AUSTRALIE, LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE PACIFIQUE SUD

Le Canada a continué d'entretenir d'étroites relations politiques, économiques et commerciales avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. De plus, il continue à collaborer avec ces pays pour de nombreuses questions, notamment celles qui touchent le Commonwealth et les Nations Unies, la coopération en matière de défense, le développement régional et l'environnement. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande se sont consultés à de nombreuses reprises relativement aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre de l'Uruguay Round, en particulier au sein du Groupe de Cairns, qui favorise une réforme du commerce agricole.